

# Rwanda : la déclaration censurée de Michel Rocard sur le rôle de la France

Maria Malagardis

Libération, 26 mai 2021

**Alors qu’Emmanuel Macron s’apprête à se rendre au Rwanda ce jeudi, une vieille note de réflexion du socialiste Michel Rocard sur le rôle de la France dans ce pays resurgit et révèle une analyse lucide, pourtant volontairement censurée.**

C’est un document inédit, ou du moins curieusement effacé, qu’a pu se procurer *Libération* à la veille d’une visite qualifiée d’« *historique* » d’Emmanuel Macron, jeudi, au Rwanda. Ce voyage présidentiel, censé acter le rapprochement entre Paris et Kigali, a été facilité par la publication fin mars du rapport d’une commission présidée par l’historien Vincent Duclert sur le rôle de la France au Rwanda. En officialisant pour la première fois la reconnaissance de « *responsabilités lourdes et accablantes* » pour la France, entre 1990 et 1994, aux côtés du régime qui va conduire au génocide des Tutsis du Rwanda, le travail des historiens chargés d’examiner les archives françaises a permis de briser un tabou.

Pourtant le document remis à *Libération* n’a pas été porté à la connaissance des chercheurs de la commission Duclert. Aujourd’hui,

il semble surgir d’outre-tombe puisque son auteur, Michel Rocard, est décédé en juillet 2016. Il s’agit d’une longue réflexion sur la politique française au Rwanda que l’ancien Premier ministre de François Mitterrand avait rédigée et qui sera enterrée.

Son importance est pourtant évidente, alors que la gauche française reste singulièrement muette sur cette implication française au Rwanda. Et que le Parti socialiste semble toujours déchiré sur le droit d’inventaire de l’héritage de François Mitterrand durant cette période cruciale de « *l’histoire rwandaise de la France* », pour reprendre une expression formulée dans le rapport Duclert.

## « **Décision incohérente** »

En 1998, Rocard est donc invité à s’exprimer devant la mission parlementaire d’information (MIP) mise en place pour examiner les interventions militaires françaises au Rwanda entre 1990 et 1994. La MIP est présidée par un socialiste, Paul Quilès. Mais le 30 juin 1998, son « *camarade* » Michel Ro-

card ne sera apparemment pas autorisé à lire la déclaration qu'il a rédigée, selon ce qu'il avait déjà révélé à l'époque à *Libération*.

Qu'est devenue cette longue déclaration, nourrie par une visite au Rwanda l'année précédente? Malgré les mots forts utilisés, elle n'est pas mentionnée dans les annexes, pourtant abondantes, des travaux de la MIP, celles qui sont accessibles à tous. C'est déjà curieux.

Elle doit bien figurer dans les archives complètes de la MIP abritées par l'Assemblée nationale. Mais de façon encore plus surprenante, la commission Duclert s'en verra refuser l'accès. La lettre de mission du président Macron annonçant la création de cette commission en avril 2019 précisait bien que les chercheurs seraient pour la première fois autorisés à examiner tous les fonds d'archives français sans exception. Le bureau de l'Assemblée nationale, présidé par Richard Ferrand, ancien socialiste et désormais membre du parti présidentiel, en décidera autrement. Sans jamais justifier cette décision incohérente.

« *Le refus d'accès aux archives de la mission Quilès opposé à la commission est décidément bien troublant* », confie aujourd'hui Vincent Duclert à *Libération*. Regrettant que son équipe de chercheurs ait été « *privée de la connaissance du témoignage écrit de l'ancien Premier ministre. Alors même que ce document révèle le questionnement critique d'un ancien chef de gouvernement doublé d'un leader de gauche* ».

Que révèle donc de si sulfureux cette déclaration, finalement retrouvée dans les archives personnelles de Michel Rocard?

Il rappelle d'abord comment, en tant que Premier ministre, il avait été totalement écarté de la décision d'intervenir au Rwanda en 1990, lorsque le régime en place sollicite l'aide de la France pour contrer une rébellion d'exilés rwandais venue d'Ouganda. Le chef du gouvernement de François Mitterrand apprend « *par la presse* » le lancement de l'opération *Noroît* qui va consacrer un engagement durable, et toujours croissant, en soutien à l'armée rwandaise.

En réalité, « *du Rwanda, je n'entendrai jamais parler* », souligne encore Rocard, qui dénonce dans sa déclaration une politique africaine essentiellement fondée sur des accords d'assistance militaire. Celui qui lie la France et le Rwanda a été scellé « *au cours d'un safari* » par Valéry Giscard d'Estaing en 1975, rappelle-t-il avant d'ajouter : « *Le régime Habyarimana affiche déjà à l'époque une référence raciste marquée, mais s'il persécute, il tue encore peu.* »

## Valeur de testament

Et c'est bien là qu'il déconstruit un storytelling imposé durablement par l'Elysée, puis par ceux qui soutiennent encore la politique de la France au Rwanda, et qui voudrait faire du président Juvénal Habyarimana un partenaire acceptable pour la France, acculé face à une rébellion considérée comme « *étrangère* ». Or, Rocard, qui s'est rendu au Rwanda après le génocide en 1997, perçoit la nature réelle du Front patriotique rwandais (FPR). Non pas un mouvement « *ougando-tutsi* », comme le définit l'entourage de Mitterrand,

mais bien « *une armée faite de citoyens rwandais exilés* ». Et qui s'oppose à un « *régime oppresseur* », devenu peu à peu « *totalitaire mais légalement installé* ». Avec une certaine modestie, il pose également un certain nombre de questions : « *Quel a été le rôle exact des "conseillers" militaires français de l'opération Noroît ?* »

Les accords de paix d'Arusha, signés en août 1993 entre le FPR et le pouvoir en place, ont-ils réellement été facilités par la France ? Les interprétations divergent, constate-t-il. « *En tout cas, à son retour d'Arusha, Habyarimana, contrairement à ce qu'il vient de signer, durcit son régime* », note l'ancien Premier ministre.

« *Quand ont pris fin les dernières livraisons d'armes françaises à Habyarimana ?* » s'interroge encore Rocard. La question reste entière, vingt-deux ans après qu'elle a été ainsi posée. A cette époque, il émet aussi le souhait de « *desserrer les contraintes économiques et*

*politiques qui pèsent encore sur le Rwanda* », confirmant qu'en 1998, la France restait hostile à un pays dominé par le FPR, vainqueur inattendu à l'issue de cette tragédie.

Ce souhait d'un rapprochement à la fois géopolitique et mémoriel est désormais assumé par Emmanuel Macron. Il se heurte encore à des résistances. Notamment à gauche, dans les rangs des anciens ténors du PS.

« *N'oublions pas que Michel Rocard est l'homme qui, en 1958, jeune inspecteur des Finances, réalise un rapport historique sur l'impact de la guerre d'Algérie pour les populations locales, plaçant les socialistes devant leurs responsabilités face à l'histoire* », souligne Vincent Duclert. Cette déclaration posthume pourrait-elle avoir le même effet ? Elle a en tout cas presque valeur de testament au moment où les tabous se trouvent ébranlés par un rapprochement historique entre les deux pays.